

Introduction

David Delfolie, IDHES-CNRS

« La seule invention véritable est de déchiffrer le présent sous ses aspects incohérents et son langage contradictoire. Mais si tu te laisses aller aux balivernes que sont tes songes creux concernant l'avenir, tu es semblable à celui-là qui croit pouvoir inventer sa colonne et bâtir des temples nouveaux dans la liberté de sa plume /.../ Il n'est jamais que du présent à mettre en ordre. /.../ Sachez-le donc, toute création vraie n'est point préjugé sur l'avenir, poursuite de chimère et utopie, mais visage nouveau lu dans le présent, lequel est réserve de matériaux en vrac reçus en héritage, et dont il ne s'agit pour toi ni de te réjouir ni de te plaindre, car simplement comme toi, ils sont, ayant pris naissance »

Antoine de Saint-Exupéry, extrait de Citadelle

Avant-propos

L'Asie du Sud-Est fait l'objet d'un intérêt international croissant au regard des multiples enjeux qu'elle concentre. À la faveur d'une croissance économique soutenue, les pays de l'ASEAN connaissent un développement rapide qui engendre des évolutions sociopolitiques importantes. À ce titre, ils sont un véritable « laboratoire » pour renouveler les questionnements sur de nombreuses thématiques fondamentales soumises à l'attention des sciences humaines et sociales. Les processus de démocratisation, la construction de l'État, les rapports entre religion et politique, les tensions entre tradition(s) et modernité(s), ou encore les phénomènes de « syncrétisme » culturel, sont autant de problématiques qui y trouvent un terrain d'observation privilégié. De plus, espace très dense de diversité ethno-linguistique, la région est un lieu d'étude particulièrement intéressant pour enrichir, dans une approche historique, la compréhension des mécanismes de production des identités collectives, encore trop souvent appréhendés selon une vision déterministe.

Sur le plan stratégique, l'Asie du Sud-Est, comme d'ailleurs la région Asie-Pacifique dans son ensemble, suscite également une grande attention car s'y pose une série de questions géopolitiques importantes. Les considérations sécuritaires concernant le détroit de Malacca,

· David Delfolie est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lille, titulaire d'un DEA de science politique (relations internationales) et d'un doctorat de sociologie (Paris 1). Il est chercheur associé à l'IDHES-CNRS, ainsi que chargé d'enseignement à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'IEP de Lille. Ses travaux actuels portent, entre autres, sur les évolutions sociopolitiques et l'histoire contemporaine de la Malaisie.

première route maritime mondiale, l'affirmation des prétentions hégémoniques de la Chine ou encore les tensions régulières entre certains États, dans un contexte de renforcement général des capacités militaires, sont parmi des sujets de préoccupation internationale majeurs. De plus, les enjeux économiques colossaux qui se jouent dans la région (matières premières, intérêts financiers et commerciaux, etc.) ont des répercussions et des implications mondiales.

Dans ce contexte, les pays occidentaux tendent à repenser leur positionnement à l'égard de la région afin d'y accroître leur influence et leur présence. Dans le sillage de la nouvelle priorité stratégique des États-Unis accordée à la zone Asie-Pacifique au regard de sa rivalité avec la Chine, la plupart des centres de recherche, fondations et *think tank* nord-américains ont par exemple considérablement renforcé leurs moyens attribués à l'étude de la région. C'est aussi le cas pour les pays européens, mais avec des différences qui restent assez importantes. En comparaison avec le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne, la France accuse toujours un retard conséquent, notamment en raison d'une difficulté à renouveler les axes de son approche stratégique globale, toujours dirigée en priorité sur ses zones de rayonnement traditionnelles (Afrique Sub-saharienne francophone et monde arabe). Cependant, cette situation semble connaître quelques (timides) évolutions. Ce numéro s'inscrit dans ce mouvement en se présentant, entre autres fins, comme une contribution à une meilleure connaissance de la région du sud-est asiatique en France.

Sur la forme, les choix effectués pour la construction du numéro sont pour une large part le reflet de la préoccupation première ayant guidé sur le fond son initiative. En effet, basée sur l'idée qu'une « bonne » compréhension de l'Asie du Sud-Est – en tant que zone hétérogène en voie d'intégration, mais partageant au-delà des spécificités nationales des problématiques en partie communes – ne peut s'appréhender qu'au travers d'une pluralité de traits, elle visait à proposer une série d'éclairages multiformes afin de donner à voir la complexité des dynamiques sociopolitiques et économiques en cours dans la zone. Outre le fait d'en isoler certaines, et d'en montrer les ressorts significatifs, cette démarche avait aussi pour but globalement, par effet de composition, de restituer un panorama critique, fût-il partiel, de leurs logiques asymétriques, concomitantes ou confondues. De manière transversale, l'autre idée à l'origine du numéro était également d'exposer, à partir des événements dépeints, les rôles ambivalents tenus par les protagonistes impliqués dans leur déroulement, ainsi que leurs relations complexes, fournissant secondairement une sociologie à double entrée des acteurs de la trame régionale en cours. Cohérent avec ces exigences, le numéro est donc constitué de contributions pluridisciplinaires, chacune d'ailleurs ouverte à d'autres points de vue académiques, diverses sur les plans théorique et méthodologique, et résolument variées s'agissant de l'échelle de perspective retenue.

Outre la présente introduction, qui propose ci-après de mettre en exergue la nécessité et les conditions d'usage de la démarche historique dans l'analyse contemporaine des phénomènes sociopolitiques en l'Asie du Sud-Est, le numéro offre en préambule un texte invitant à la réflexion qui fera certainement date (Elsa Lafaye de Micheaux). Il ouvre en effet un champ de recherche éminemment pertinent et inédit pour penser le développement des sociétés du sud-est asiatique à rebours des dogmes économiques à l'œuvre, avec des prolongements opératoires conséquents, et cela dans un contexte plus général de renouvellement progressif des approches sur la diversité des capitalismes en Asie. Le numéro est ensuite établi à partir de sept articles originaux, dont deux en anglais (Stéphanie Barral, Audrey Baron-Gutty, Antoine Bondaz, Michel Catlla et Gilbert de Terssac, Jarina Mohd. Jani, Pierre-Charles Pradier, Cho-Hsin Su). Les deux contributions remarquables de chercheurs asiatiques ont trouvé logiquement leur place dans le numéro et soulignent l'intérêt de faire dialoguer plus largement des réseaux scientifiques qui s'ignorent encore trop souvent en dépit des convergences riches d'enseignements que génèrent les collaborations transnationales. Le numéro est enfin enrichi d'un focus éclairant sur les relations entre l'Inde et l'ASEAN (Solène Soosaitasan), ainsi que d'un entretien accordé à la revue par l'ambassadeur de Singapour en France (S.E.M. York Chor Tan).

Des remerciements sincères et chaleureux doivent être adressés à toutes les personnes – auteurs, relecteurs, membres du comité de rédaction de *Dynamiques Internationales* – qui ont permis la réalisation de ce numéro, avec une mention particulière pour leur soutien bienveillant à Delphine Allès (Université Paris-Est Créteil), David Camroux (Sciences Po), Éric Frécon (École navale / Asia Centre), Pierre Journoux (IRSEM) et Rémy Madinier (CASE / IISSM).

L'historicisation irréductible

« La science sociale, qui est condamnée à la rupture critique avec les évidences premières, n'a pas de meilleure amie pour l'opérer que l'historicisation qui permet de neutraliser, au moins dans l'ordre de la théorie, les effets de la naturalisation, et en particulier l'amnésie de la genèse individuelle et collective d'un donné qui se donne toutes les apparences de la nature et demande à être pris pour argent comptant, *taken for granted* » (Bourdieu, 1997, p. 217).

L'adoption d'une posture liant l'interprétation du présent à la compréhension du passé est fondée sur l'idée que l'articulation complexe entre ce qui relève de l'État, du social, du politique, de l'économique, du culturel, etc., est le fruit d'une composition mouvante sur le long terme. À cet égard, la mesure de la réalité de continuités apparentes ou de changements n'est par exemple clairement efficiente que dans la déconstruction de leur évolution. Par ailleurs, certaines situations actuelles sont le fait de conjonctions entre des phénomènes de natures et de temporalités diverses

dont l'analyse des mutations discordantes apparaît essentielle pour en cerner les influences respectives ; comme le souligne Yves Déloye (2007, p. 23), cette démarche « se veut donc à l'écoute de la polyphonie des temps du politique »². Pour autant, elle ne s'inscrit pas dans une vision linéaire ou déterministe du déroulement de l'histoire qui écarterait de manière irrémédiable la part des actions individuelles ou collectives dans la genèse des événements. Pour Raymond Boudon (1986) par exemple, les idéologies sont pérennes car elles sont liées à des mécanismes sociaux et cognitifs irréductibles ; néanmoins, il est possible selon lui de les hiérarchiser – ce qui préserve son analyse d'une plasticité éventuelle au relativisme ou au culturalisme – et d'en montrer le caractère historiquement indéterminé.

« *Le détour par le passé* »

La préoccupation des premiers sociologues classiques pour les « choses du passé » était très forte comme en témoigne leur empreinte importante dans leurs écrits. Ainsi, les théories sociologiques d'Émile Durkheim, de Max Weber, de Karl Marx ou encore de Vilfredo Pareto, inscrites dans un contexte de mutation profonde des sociétés occidentales, se trouvaient marquées par un questionnement général quant aux dynamiques historiques à l'œuvre dans le changement social. Néanmoins, largement ethno-centrées, elles ont fait l'objet *a posteriori* de sévères disqualifications à l'égard de la vision universellement et uniformément évolutive du sens de l'histoire qu'elles proposaient. Malgré des critiques en ce sens, seul Max Weber est resté relativement préservé d'un procès catégorique en évolutionnisme, contrairement par exemple à Émile Durkheim s'agissant notamment de ses travaux sur la religion. « Une telle conception, où le sens des actes sociaux est toujours supposé se construire dans des interactions multiples, porteuses à la fois de la régularité sociologique et de l'aléa historique, est finalement bien moins suspecte d'évolutionnisme (celui que l'on a pourtant reproché à la théorie wébérienne de la « rationalisation ») ou, si l'on préfère, bien moins propice au glissement de l'explication sociologique vers la substantialisation de la « société » que la théorie à laquelle aboutissait Durkheim, à la même époque, dans les Formes élémentaires de la vie religieuse, lorsqu'il fondait, en ses origines historiques, toute « conscience collective » dans la « nébuleuse primitive » de la religion, représentation syncrétique de toutes les valeurs intellectuelles et morales dont les différents systèmes de connaissance et de jugement se seraient progressivement détachés par spécialisation » (Passeron, 2006, p.14).

² Pour aller plus loin sur l'exégèse de cette démarche, on pourra également se reporter à Déloye et Voutat (dir.), 2002.

Après la Première Guerre mondiale, la sociologie universitaire s'est largement défaits de son tropisme originel pour les questionnements liés à l'évolution des activités humaines, dans un contexte d'affirmation de sa spécificité académique, notamment par rapport à l'histoire. Elle est ainsi devenue provisoirement une science quasiment « a-historique » d'analyse du social dans les sociétés industrielles, abandonnant aux historiens les commentaires relatifs à la chronologie des structures politiques et surtout aux ethnologues le décryptage de l'induction du passé sur les pratiques contemporaines, en particulier dans les territoires colonisés par les États européens. Dès lors, à l'image de Lucien Lévy-Bruhl (1910) qui distinguait la mentalité mystico-prélogique des « peuples primitifs » de la pensée rationnelle de l'Occident, une grande partie des anthropologues ont commis des écrits plus ou moins évolutionnistes, fournissant des arguments à prétention scientifique à la justification de la mission civilisatrice de l'entreprise occidentale de soumission impérialiste. Parée des atours d'une légitimité revendiquée comme rationaliste, et non plus religieuse, l'anthropologie coloniale a servi de socle à l'établissement d'une technicité sophistiquée de domination des âmes et des corps indigènes.

À partir des années 1950, dans le contexte de la décolonisation et d'un renouvellement utile de l'approche du comparatisme international, un nombre croissant de sociologues ou de politistes, notamment anglo-saxons, s'est réapproprié les questionnements relatifs aux dynamiques de l'histoire socio-institutionnelle. Mais plus généralement, la sociologie dans son ensemble a renoué pleinement avec les intuitions des auteurs classiques quant à une appréhension du changement social insérée dans un cadre spatio-temporel en mouvement, comme en témoigne par exemple la « redécouverte » progressive des travaux de Max Weber³. L'auteur peut être considéré comme le principal père-fondateur de l'approche historique des phénomènes sociopolitiques. Au-delà de l'aspect « compréhensif » de sa sociologie, préconisant d'interpréter les déterminants de l'activité humaine à partir des significations que les agents confèrent à leurs actes, sa démarche épistémologique s'apparente à un ensemble de modalités réflexives qui permettent d'analyser le changement social à travers l'explication de ses ressorts constitutifs, plutôt que de ses effets, par la reconstruction des relations causales s'y rapportant. Cette perspective a initié une pratique scientifique qui invite à ne pas évacuer la variabilité dans le temps et l'espace des réalités sociales en considérant que leur influence sur les actions des individus est en partie liée à leur ancrage historique ou leur contexte singulier⁴. D'une part, elle a dessiné les contours d'une posture de recherche pour les sciences humaines et sociales qui rend possible le développement de concepts et de généralisations en ayant recours, même partiellement, à l'exemplarité ou au comparatisme.

³ En France, on la doit en particulier aux efforts de Raymond Aron durant les années 1960.

⁴ Sur ce point, voir avec intérêt Colliot-Thélène, 1990.

D'autre part, en fondant l'intelligibilité des phénomènes sociopolitiques sur ce qui fait sens dans leur processus de construction, elle s'est proposée d'en comprendre d'abord les mécanismes pour ensuite pouvoir les interpréter et non l'inverse.

Dans un premier temps, le renouveau de la démarche historique fut fortement teinté, sous l'influence du structuralisme absolu, d'un universalisme militant qui s'est traduit par l'avènement d'une perspective développementaliste aujourd'hui critiquée. « La réflexion sociologique a longtemps été dominée par l'hypothèse d'une modernité universelle, généralisant en tous points du monde l'expérience occidentale de développement. À l'époque des certitudes, cette conception s'appliquait sans difficulté à l'espace politique ; elle prétendait énumérer un grand nombre de traits qui fondaient en tous lieux la même cité, prolongeant dans le domaine du gouvernement l'uniformité prêtée aux sociétés industrielles en construction. On croyait ainsi connaître, expliquer et prescrire : le changement politique en monde musulman, comme partout hors de l'Occident, était interprété en termes de retard comblé ou creusé, de capacités insuffisantes ou de développement prometteur, de décalque réussi ou de détour dangereux... Cette perspective est actuellement en crise et on perçoit de toute part la nécessité de l'abandonner. /.../ En outre, la réflexion théorique se construit de plus en plus en fonction d'une épistémologie nouvelle qui veut concilier l'analyse sociologique et la critique implacable de l'universalité des concepts, la construction de modèles et la reconstitution d'une connaissance individualisante. Plus profondément apparaît enfin une aspiration méthodologique qui a fait longtemps défaut : le sociologue est conscient qu'il ne peut pas éternellement régler ses comptes avec l'histoire en la rejetant purement et simplement hors de son domaine ou, pire encore, en prétendant connaître *a priori* son sens » (Badie, 1986, pp. 9-10).

Enrichie d'une double réévaluation méthodologie et épistémologique, l'analyse sociohistorique du politique permet de penser avec pertinence une problématique fondamentale de l'étude des sociétés postcoloniales⁵. En effet, elle apparaît plus qu'appropriée pour aborder la question centrale de l'empreinte de la colonisation occidentale sur les structures sociopolitiques des États indépendants issus de son processus de refoulement, et donc pour déterminer sa part de contingence sur leurs mutations. De même, corrélativement, elle donne à évaluer la relevance de certaines continuités et le degré d'imprégnation de pratiques anciennes dans l'ordre social contemporain. La focale sur les éléments de convergence ou de confrontation de ces deux variables indissociables est d'ailleurs souvent riche d'enseignements saillants.

⁵ Sur ce point, on pourra par exemple consulter avec intérêt *Politix*, « L'État colonial », Dossier coordonné par Romain Bertrand et Emmanuelle Saada, Vol. 17, 66, 2004.

Cependant, cette approche, même si elle se révèle empiriquement incontournable, est une source importante d'interprétations contraires, dont les fondements analytiques sont parfois dictés par des impératifs idéologiques bien compris ; ainsi, elles donnent lieu à des conclusions qui peuvent s'avérer très différentes en fonction de la posture retenue à l'égard du rapport à l'histoire.

À l'image d'un constat établi pour d'autres régions du monde, beaucoup de travaux académiques occidentaux sur l'Asie du Sud-Est se sont dispensés d'une mise en perspective historique conséquente, fondés sur le présupposé ontologique que l'héritage du passé lointain avait *a priori* une influence limitée sur l'établissement de cadres sociétaux profondément marqués par le fait colonial, au-delà de survivances culturelles traditionnelles jugées secondaires ou peu décisives. Selon cette approche, les modèles institutionnels décrits sont avant tout considérés comme le produit d'une implantation plus ou moins symétrique – et diversement assumée par les élites locales – de codes sociopolitiques structurants hérités de la colonisation. À l'inverse, certains universitaires asiatiques, dans une démarche nationaliste à peine voilée, ont insisté davantage sur la continuité anthropologique de nombreuses pratiques séculaires dans le champ public, au-delà du changement de leurs formes, relativisant, sans toutefois le nier, le rôle de la colonisation dans les processus de transformation sociale.

Entre ces deux postures, il convient de recourir à une position de « neutralité axiologique » qui soit respectueuse de la complexité des mécanismes du changement social et de la pluralité des apports de ses ressorts constitutifs. Cette position se trouve d'ailleurs confortée par le fait que l'identification de propriétés invariables pour les actions sociales, dont les conséquences seraient dès lors mécaniques et prévisibles, est considérée depuis longtemps comme une entreprise impossible. « La société, le processus vital, l'âme humaine sont des objets si extraordinairement complexes qu'en général il n'existe pas de loi simple qui permette de calculer, d'après leur état à un moment donné, leur manière d'être au moment suivant. /.../ Aussi toutes les inductions tirées des phénomènes sociologiques, originellement unis par leur cause, sont loin d'être des véritables lois qui permettent, de l'apparition de l'un, de conclure à l'apparition des suivants » (Simmel, 1981, p. 207). Dans l'un de ses travaux, dont beaucoup sont remarquables sur le plan de l'analyse historique des phénomènes politiques⁶, le sociologue australien Clive Kessler emploie une formule évocatrice qui résume bien la manière opportune de considérer l'évaluation de l'empreinte du passé sur le présent : “[The image of the past] is formed on shifting ground in an ever-moving present” (1992, p. 134). Par ailleurs, le débat entre les deux postures renvoie par extension à la question du rapport à l'universel dans la manière d'évaluer les situations et les pratiques sociopolitiques. Et là encore, entre un universalisme « idéologique », toujours suspect

⁶ Cette qualification ne s'applique pas à certains articles « engagés » récents de l'auteur destinés à la presse.

d'évolutionnisme, et un culturalisme « pathologique », qui sont finalement les deux visages du relativisme, il semble nécessaire d'adopter un point de vue critique soucieux des réalités historiques. Comme le souligne très justement Bertrand Badie (1986, p. 11), « qu'elles soient faites de dépendance ou d'interdépendance, les relations internationales contribuent, au moins depuis le siècle dernier, à imposer partout des enjeux communs et des règles semblables, à mettre en place des flux culturels qui favorisent l'imitation des domaines et qui limitent – ou du moins contrôlent – l'innovation. Si tous les systèmes politiques contemporains ne se ressemblent pas et épousent des formes et des contours distincts, ils ne s'opposent pas non plus totalement en tous points. Nier l'existence d'une technologie politique universelle ne signifie pas affirmer l'absence totale de techniques politiques communément partagées. Proclamer enfin que la modernisation n'est pas pour effet d'alignement mais suppose aussi adaptations et innovations n'interdit pas de penser les multiples composantes de ce phénomène à travers une problématique commune ».

En usant d'une perspective contextualisée pour analyser les sociétés du sud-est asiatique, il s'agit d'en révéler les différentes logiques aux chronologies divergentes, mais non moins intimement associées dans leur évolution. De même, considérant la critique fondamentale de Bertrand Badie et Pierre Birnbaum envers les théories qui supposent « l'unilinéarité » des processus de genèse de l'État (1979, p. 102), il est également envisageable de fournir des éléments de nature différenciée pour comprendre les facteurs intervenant dans l'agencement des ordres institutionnels de la région. La démarche historique offre en effet un cadre intéressant pour isoler, et donc qualifier, les caractères qui relèvent du double processus intrinsèquement imbriqué de construction et de formation des États ; le premier renvoie aux éléments objectivés concourant à l'appareillage de structures de gouvernance centralisées tandis que le second aux données subjectivées de la domination⁷. Ainsi, « le détour par le passé » (Déloye, 2007, p. 99) permet dans une double approche d'apprécier d'une part le degré d'innovation politiquement opératoire des variables du changement social à l'œuvre, et d'autre part d'évaluer historiquement l'influence de leur dimension sociopolitique récurrente – toujours en recomposition – sur la structuration des cadres sociétaux. Cette vision, fondée *a priori* sur des éléments découplés, peut cependant faire sens de manière unifiée et cohérente à travers l'étude des phénomènes contemporains sous l'angle de leurs dynamiques constitutives.

⁷ On pourra trouver une analyse fine de cette distinction et de ses enjeux en se reportant à Bayart, 1996.

Un niveau d'analyse sociohistorique « médian » abordé en termes de processus dynamiques

Des diverses expressions de la tradition fonctionnaliste au courant néo-marxiste, le renouveau de l'approche historique dans les travaux de sociologie et de science politique a concerné de manière plus ou moins comparable la plupart des écoles de pensée des deux disciplines durant la seconde moitié des années 1960. Au-delà des clivages théoriques, l'intérêt redevenu central pour l'histoire est apparu comme une ardente nécessité d'ordre méthodologique pour parvenir légitimement à qualifier des phénomènes sociaux difficilement intelligibles hors d'une perspective intégrant l'analyse de leurs processus constitutifs sur une échelle de temps extensive⁸. « Le concept de « changement social » est souvent utilisé comme s'il s'agissait d'un état donné. /.../ On dominerait bien mieux les données du problème si l'on ne faisait pas abstraction du mouvement, du caractère de processus des sociétés, et si l'on utilisait comme cadre de référence servant à l'exploration d'un quelconque état social donné des concepts qui intègrent le caractère de processus des sociétés et leurs différents aspects » (Elias, 1991, pp. 137-138). Cependant, en dépit d'efforts louables de réflexion quant à la définition d'un cadre interprétatif rigoureux ou de conditions de validité empiriquement opératoires⁹, plusieurs obstacles épistémologiques continuent de faire peser une lourde incertitude sur la fiabilité de la démarche historique d'analyse des phénomènes sociopolitiques.

« L'histoire se prête mal à la comparaison, parce qu'elle est singulière par nature. Cette singularité défie l'analyse d'au moins deux manières : d'abord l'histoire est culture, c'est-à-dire indissociable de la conception de la durée propre à chaque univers culturel ; ensuite, les histoires sont incomparables par essence, parce que productrices, chacune, de leur système conceptuel et de leurs variables significatives » (Badie, 1992, p. 364)¹⁰. Il apparaît notamment peu indiqué de placer la mise en perspective de l'analyse à un niveau très élevé de généralisations explicatives censées dégager de fortes similitudes et des traits communs avec d'autres situations nationales prises dans leur globalité. Outre le fait d'enfermer la réflexion dans un cadre rigide, en lui faisant subir parfois les outrages d'une compression féroce pour s'y inscrire, cette posture de type universaliste aboutit souvent à réintroduire insidieusement des jugements de valeurs en supposant le caractère légitime

⁸ Pour une présentation analytique comparée des principaux auteurs et courants de la sociologie historique, dans une perspective circonstanciée illustrant les apports du renouveau de sa démarche depuis la fin de Seconde Guerre mondiale, voir Smith, 1991.

⁹ On peut citer par exemple les travaux suivants : Tilly, 1981 ; Skocpol (ed.), 1984 ; et plus récemment Delanty et Isin (eds.), 2003.

¹⁰ On pourra également trouver dans le même *opus* une série de contributions intéressantes (Pierre Birnbaum, S.N. Eisenstadt, Michael Hechter, Guy Hermet, Jean Leca, Philip McMichael et Charles Tilly) sur les débats ou les questions renvoyant aux méthodes de la sociologie historique.

du comparatisme absolu ; fondée sur une vision unilinéaire de l'évolution de l'histoire, elle ignore largement la diversité des durées dans les trajectoires politiques et la pluralité des représentations sociales du temps, de même qu'elle réifie les stratégies des acteurs en présence, l'ordre social, au profit de grandes variables explicatives univoques¹¹. Pour Raymond Aron (1950, pp. 64-66), commentant les travaux de quelques sociologues allemands, ce travers trouve en partie ses racines dans la confusion effectuée entre les notions de civilisation et de culture qui amène à étendre abusivement à la seconde les propriétés universellement ataviques de la première.

Ce constat ne condamne toutefois pas l'interprétation aux errements du culturalisme. « Il n'est pas question de nier les apports du culturalisme aux sciences sociales. Mais il importe aussi d'en voir les limites étroites. La première objection, la plus évidente sans doute, est que, dans les sociétés complexes au moins, c'est seulement au prix d'une grande simplification qu'on peut admettre la notion de valeurs communes et supposer que ces valeurs sont peu ou prou administrées à tous par la voie de la socialisation. En fait, les individus ne sont jamais exposés à la culture d'une société en tant que telle. Cette « culture » n'est dans une grande mesure qu'une simplification et une rationalisation produite par certains acteurs sociaux, prêtres, intellectuels, ou, selon les cas, telles ou telles fractions des élites. Les individus, quant à eux, sont soumis à des processus d'apprentissage complexes dont le contenu dépend de leur environnement, lequel est variable » (Boudon et Bourricaud, 1982, p. 135). Le même constat ne condamne pas non plus à un relativisme méthodologique invalidant la possibilité de développer des réflexions à vocation explicative ayant un sens hors de leurs limites spatiales de référence. Pour leur compréhension, il suggère davantage la nécessité de penser l'unicité structurée dans le temps des fondements des phénomènes étudiés afin d'en dégager les récurrences, les cadres habilitants, les ruptures, les recompositions, les stratégies d'appropriation. Mais au-delà de ce souci de cohérence, il semble assez stérile sur le plan analytique, sous prétexte de postuler la relative singularité de chaque trajectoire historique nationale, de contester l'existence d'analogies entre les processus de construction et de formation des sociétés, fussent-elles fragmentaires.

Ainsi, la sociologie historique, s'agissant notamment de sa prétention comparative, se trouve exposée à des risques de biais fondamentaux, liés autant aux propriétés intrinsèques de sa démarche qu'aux limites induites par l'échelle de son prisme d'observation, nécessairement large. « L'histoire singularise, parce qu'elle rompt avec l'universel et distingue entre *des* modes de développement, mais elle globalise, en suggérant l'existence de trajectoires, donc d'identités durables, et en privilégiant aussi la formation sociale sur l'action sociale, donc une vision structuro-fonctionnaliste sur une vision actionnaliste. Le désordre est complet lorsqu'elle avoue

¹¹ C'est une des principales critiques portées notamment aux travaux de Perry Anderson, Barrington Moore, Stein Rokkan ou Theda Skocpol.

enfin sa difficulté à se doter d'une méthode de vérification » (Badie, 1992, p. 368). Parce qu'il tend à la fois à « singulariser » et à « globaliser », le recours sociologique à l'histoire, outre une vigilance constante quant à sa pratique, requiert donc de déterminer un niveau d'analyse « médian » qui optimise ses vertus méthodologiques, sans hypothéquer ses potentialités explicatives, et confère empiriquement du sens à l'articulation d'échelles de réflexion diverses. Au regard de cette posture, toute tentative qui vise à privilégier une approche scientifique spécifique selon les aires culturelles considérées – conditionnant leurs manières d'être abordées à leurs caractéristiques ontologiques supposées former un sous-système sociopolitique particulier – semble par exemple peu appropriée¹². Par contre, à l'image des travaux pionniers de Fernand Braudel sur la Méditerranée, une réflexion qui considère l'unité régionale comme pertinente permet une mise en perspective critique des originalités attribuées aux trajectoires nationales en faisant apparaître, par contraste et occurrence, leurs similitudes, leurs influences croisées ou leurs logiques partagées¹³. Elle dépasse le cadre des frontières étatiques pour mieux rendre intelligibles, à l'intérieur d'un espace géographique plus vaste qui fait sens en termes de liens concrets et de représentations, leur part de contingence sur l'ordre social établi.

Un autre biais méthodologique possible invite directement à souligner le haut niveau de précaution qui est requis dans le commentaire de situations passées pour ne pas induire à tort leur explication dans un sens renvoyant à des croyances ou des considérations actuelles, ce que Paul Veyne a nommé de manière évocatrice la « rétrodiction ». Ainsi, étudiant l'institution du mariage au Moyen-Âge, Georges Duby commentait de son point de vue la nécessité d'une attention permanente afin d'éviter l'écueil de l'anachronisme interprétatif dans la démarche d'analyse historique : « Je suis concerné. Suis-je sans passion ? Il me faut sans cesse faire un effort pour restituer la différence, pour ne point écraser, entre mon objet et moi, le millénaire qui m'en sépare, cette épaisseur de temps dont je dois accepter qu'elle recouvre d'opacité insondable presque tout ce que je voudrais voir » (1981, p. 26). Même si la sociologie semble spontanément préservée de ce danger, sa proximité épistémologique étroite avec la pratique contemporaine de l'histoire en fait une science des processus sociaux qui n'en est donc pas nécessairement prémunie¹⁴. Un dernier risque important lié au caractère rétrospectif du regard historique est de produire involontairement une restitution linéaire et déterministe des faits abordés. Comme

¹² C'est notamment le pari effectué, entre autres, dans Doyon (dir.), 2004.

¹³ Sur ce point, on pourra consulter avec intérêt Wong, 2001. Cet article est constitutif d'une entrée thématique (« Braudel et l'Asie ») d'un dossier de la revue *Annales (HSS)* consacré à la perspective historique globale. À cet égard, le travail fondateur classique de Denys Lombard sur le monde malais se présente comme une illustration remarquable de la démarche inspirée par Fernand Braudel, sans en être un calque sur le plan analytique.

¹⁴ Sur la question des évolutions disciplinaires convergentes de l'histoire et de la sociologie, voir par exemple Aymard, 1988.

l'indique Pierre Bourdieu, « il y a un temps de la science qui n'est pas le temps de la pratique. Pour l'analyste, le temps s'abolit : non seulement, comme on l'a beaucoup répété depuis Max Weber, parce que, venant toujours après la bataille, il ne peut avoir d'incertitude sur ce qui peut advenir, mais aussi parce qu'il a le temps de totaliser, c'est-à-dire de surmonter les effets du temps » (1980, p. 137). Ayant par définition une connaissance de l'issue des événements qu'il étudie, le chercheur est constamment soumis à la tentation inconsciente de leur conférer une logique immédiate, une structure de significations exemptes de contradictions et des relations de causalité stables. Outre la perspective inéluctablement fonctionnaliste qu'elle induit, elle a pour conséquence d'ignorer *a posteriori* le caractère incertain des processus sociaux, les possibles non réalisés, et *in fine* de nuire à la justesse de la démonstration. Une vigilance méthodologique à l'endroit de ce travers potentiel est donc indispensable pour préserver la réflexion de raccourcis explicatifs.

Pourtant, malgré des incertitudes méthodologiques conséquentes, le recours à l'histoire ne peut être écarté car il s'impose comme un fondement épistémologique de la démarche de recherche en sciences humaines et sociales. C'est notamment ce que démontre Jean-Claude Passeron (1991) quand il développe l'idée que « le raisonnement sociologique procède d'un espace logique ». La formule renvoie à la gémellité qui existe selon lui entre le régime épistémologique de la sociologie et celui de l'histoire¹⁵. L'auteur entend avant tout par cette dernière celle pratiquée par les héritiers de l'école des Annales, en référence à la revue fondée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre, qui à la différence des partisans d'une discipline purement descriptive, centrée sur les événements, ont introduit dans leurs écrits une dimension analytique visant à l'explication dynamique du changement social¹⁶. Défendant l'idée que les faits sociaux ne sont pas a-historiques, mais le produit de logiques qui se structurent dans le temps, il souligne que leur étude ne peut faire l'impasse sur leur nécessaire contextualisation, présentée comme déterminante pour leur compréhension. Ainsi, il récuse l'existence d'un savoir cumulatif constant car les données empiriques disponibles sont variables en fonction des périodes. De plus, il en déduit que si la pertinence d'une hypothèse doit se mesurer dans une perspective historiquement comparative, sa vérification n'est valide que dans un contexte précis.

¹⁵ Sur cette question, voir par exemple Veyne, 1994.

¹⁶ Sur la démarche d'étude historique défendue par l'école des Annales, on peut se reporter par exemple à Veyne, 1971.

Pour tenter de surmonter les obstacles méthodologiques qui se dressent devant la convocation du passé pour comprendre le présent, l'adoption d'un niveau d'analyse sociohistorique « médian », abordé en termes de processus dynamiques semble être une solution opportune. Le vocable de dynamique se dit de ce qui considère les phénomènes dans leur évolution temporelle et renvoie aux liens entre les forces et les mouvements qu'ils déterminent. Outre le fait d'introduire de manière opératoire une perspective historique d'étude par sa mobilisation, la notion comporte dans sa définition deux propriétés essentielles pour l'étude des sociétés contemporaines. D'une part, en focalisant l'analyse sur les influences réciproques existant entre les divers facteurs à l'œuvre dans la constitution d'une situation et les effets qu'ils engendrent, elle permet de dépasser les approches fonctionnalistes pour prendre en compte pleinement ce que le sociologue anglais Anthony Giddens nomme « la dualité du structurel » : « Selon la dualité du structurel, les propriétés structurelles des systèmes sociaux sont à la fois le médium et le résultat des pratiques qu'elles organisent de manière récursive. /.../ Le structurel n'est pas que contrainte, il est à la fois contraignant et habilitant » (1987, p. 75). D'autre part, elle incite à rompre avec une vision homogène des phénomènes sociopolitiques pour en décrypter historiquement les chevauchements différenciés et les penser sous l'angle de processus complexes. Autrement dit s'agissant de l'étude des sociétés du sud-est asiatique, le recours à la notion de dynamique (processus dynamique) permet par exemple d'en dégager les logiques de développement, de déconstruire les facteurs croisés de ces dernières et de montrer leur nature hétérogène dans le temps. Parce qu'elle induit une lecture exempte de déterminisme autant que d'apriorisme dans la mesure où elle récuse les causalités unilatérales systématiques, elle fournit un espace de souplesse à l'analyse pour appréhender la part mouvante d'autonomie du politique par rapport au social, et inversement. Enfin, elle place les facteurs culturels dans une situation de subordination à l'égard de ses déterminants institutionnels et sociaux, mais sans en négliger les aspects endogènes.

Pour autant, la notion de dynamique invite également, dans un cadre structurel et structuré, à penser les actions individuelles et collectives. Son intérêt réside d'ailleurs dans cette vertu, celle de ne pas évacuer les acteurs sociaux dans leurs rapports d'influences réciproques avec les structures sociopolitiques et les institutions auxquelles ils sont liés en situation d'interdépendance. Dans son analyse des idéologies, Raymond Boudon (1986) retient notamment trois types d'effets qui s'apparentent à des déterminants de leurs ressorts et qui peuvent être mobilisés pour appréhender une multitude de configurations. Les « effets de situation » renvoient à la position et aux dispositions des acteurs ; ils sont centraux car ils conditionnent leurs représentations sociales. Les « effets de communication » conduisent les individus à adopter des idées, non parce qu'elles sont vérifiées, mais par l'imposition d'arguments d'autorité. Les « effets épistémologiques » sont liés au

constat que les théories scientifiques, toujours élaborées sur la base de cadres de réflexion préexistants, véhiculent des éléments contestables ; la science s'élabore en partie sur des hypothèses invalides et diffuse donc régulièrement des connaissances fausses. La rationalité savante étant relative, elle laisse d'autant plus un espace vacant pour le développement de la « rationalité subjective ». Parallèlement, l'analyse en termes de processus dynamiques incite à concevoir les relations entre les acteurs en présence à travers le prisme de leurs recompositions permanentes en focalisant davantage l'attention sur leurs stratégies respectives d'accumulation de « capital symbolique » pour conforter leurs positions que sur la simple mesure de leurs rapports de force. Ainsi, selon une terminologie empruntée à Max Weber (1971, p. 22), elle invite par exemple à distinguer et à qualifier la nature de leurs actions – « traditionnelles », « affectives », « rationnelles en valeur » ou « rationnelles en finalité » – tout en montrant comme le précise l'auteur qu'une même activité peut combiner plusieurs de ces types.

La mobilisation conjointe d'approches scientifiques fondés sur des bases ontologiques et épistémologiques antagonistes – structures *versus* actions – peut apparemment sembler être un pari impossible, sinon audacieux, tant la littérature académique s'est plus ou moins évertuée à souligner leurs irréconciliables divergences¹⁷. Néanmoins, outre le fait qu'en plusieurs points ces approches se rejoignent – ainsi que l'avait par exemple décrit Pierre Favre (1980) dans un article ancien où il apportait des nuances à l'opposition emblématique entre les sociologies de Pierre Bourdieu et de Raymond Boudon – la complémentarité de leurs apports mobilisés dans une démarche d'analyse en termes de processus dynamiques est non seulement cohérente, mais aussi souhaitable. Elle permet de restituer la complexité de l'adéquation entre le déterminé et l'intentionnel, comme de dénouer les fils d'une trame trop souvent abordée sous l'angle de contingences homogènes et régulières. En adoptant une démarche s'intéressant prioritairement à une lecture des phénomènes sociopolitiques sous l'angle de leurs processus dynamiques d'évolution, il s'agit de rendre possible la pratique d'une « sociologie de l'action sociale et politique en régime structurel ».

¹⁷ Sur le plan du rapport à l'histoire, les filiations sociologiques – en apparence – évidentes prennent une autre dimension. Alors qu'il est souvent, et en partie à tort, établi un lien de continuité entre Max Weber et Raymond Boudon, s'agissant de la démarche historique, en tant que lecture en termes de processus dynamiques, Pierre Bourdieu est bien plus proche de l'auteur classique allemand ; de même, il partage avec lui une vision agonistique de la société. En effet, la sociologie de Raymond Boudon est largement a-historique, presque désincarnée, s'intéressant peu aux trajectoires individuelles et collectives. De ce point de vue, la sociologie « analytique », inspirée par le courant de l'individualisme méthodologique de Raymond Boudon, peut être lue comme une tentative de réintroduction de l'histoire dans une épistémologie l'ayant largement ignoré en insistant sur la notion de « processus » dans les fondements de sa définition théorique.

Concilier les dimensions théorique et empirique dans la démarche historique : les conditions de dépassement d'une apparente césure

Corrélativement à la détermination du niveau d'analyse sociohistorique dans lequel inscrire l'interprétation, la question du rapport au statut de la connaissance rendue intelligible est une autre variable fondamentale conditionnant sa nature, et finalement son sens. Elle renvoie en particulier à la manière de mobiliser ou de concilier les dimensions théorique et empirique dans l'approche dynamique des objets étudiés, étant établi que cette dernière est complexe, d'un point de vue « positiviste », à expliquer causalement. Considérant – à l'image de l'opposition classique entre les démarches d'enquête quantitative et qualitative – qu'un dépassement de la césure apparente distinguant l'abstrait normatif du concret ordonné est une condition majeure de scientificité, il apparaît nécessaire de ne privilégier aucune des deux dimensions afin d'associer pleinement leurs vertus respectives ; ces dernières s'avèrent ainsi d'autant plus valorisées qu'elles se trouvent neutralisées dans leurs excès potentiels par leurs effets réciproques selon un mode d'agencement dual raisonné.

Pour Jürgen Habermas, il est par exemple impératif d'articuler constamment la réflexion politique théorique et l'analyse sociohistorique empirique. Revendiquant une filiation avec les travaux de Max Weber relatifs à la notion de rationalisation¹⁸, l'auteur considère que le dépassement de l'opposition souvent établie entre les deux approches est une condition pour rendre pleinement efficient le potentiel explicatif des sciences sociales car il est directement lié à leur capacité d'identification, d'interrogation et de qualification des valeurs afférentes à leurs objets d'étude, au-delà du commentaire ordonné des événements ou des caractéristiques qui s'y rapportent. Épousant certaines idées de l'école de Francfort – notamment celles qui relèvent de la posture dite de « théorie critique » par distinction avec les « théories positivistes » (Horkheimer, 1974) – il affirme que l'accès à un savoir approché signifiant pour les individus n'est possible que dans une démarche d'observation au plus près de leur quotidien, et non par une investigation extérieure guidée par la constitution préalable d'idéations abstraites ; toutefois, à l'inverse, le point de vue descriptif ne peut s'absoudre de systématisations interprétatives pour évaluer le sens des variables isolées. Cette inspiration quant à la nécessité d'une connaissance « approchée » du terrain est également un fondement de la sociologie interactionniste. « Je pensais, et je pense encore, qu'il n'est pas de groupes – qu'il s'agisse de prisonniers, de primitifs, d'équipages de navires ou de malades – où ne se développe une vie propre, qui devient signifiantes, sensée et normale dès qu'on la connaît de l'intérieur, c'est même un excellent moyen de pénétrer ces univers que de se

¹⁸ Pour une exégèse pertinente de la notion de rationalisation selon Max Weber, voir notamment les éléments présentés dans Colliot-Thélène, 2006.

soumettre au cycle des contingences qui marquent l'existence quotidienne de ceux qui y vivent » (Goffman, 1968, p. 37).

Jürgen Habermas tire notamment une conclusion opératoire importante de son analyse. « Dans leur agir social, les acteurs individuels et les groupes s'orientent selon des valeurs : les valeurs se réalisent dans les objets culturels et dans les organisations institutionnelles. C'est pourquoi le sociologue doit prendre en compte le fait que la réalité analysée dans une attitude descriptive *peut également* être regardée sous les aspects de la validité ; le sociologue doit considérer que les individus qui se présentent dans son domaine d'objet regardent normalement leur monde sous les aspects de la validité - et cela notamment chaque fois qu'ils s'orientent en fonction de valeurs concrètes ou d'après des prétentions abstraites à la validité. Ce *rapport aux valeurs* qui caractérise les objets, le sociologue peut en tirer parti en reliant la description des ordres de vie sociale à une reconstruction des idées ou des valeurs qui y sont incorporées » (1987, pp. 200-201).

L'élaboration de l'interprétation à partir de la description approchée des situations sociales permet d'apporter une certaine assise aux démonstrations effectuées, dont la perspective historique est souvent assez large. Il s'agit donc de placer le curseur de l'analyse au plus près des ressorts constitutifs et des manifestations du phénomène étudié afin de pouvoir en donner une compréhension globale empiriquement fondée ; elle doit aussi être confortée par les constats déduits de la « saturation »¹⁹ des hypothèses qui s'amplifie à mesure de la progression d'une enquête de terrain. Ainsi, l'argumentation proposée est essentiellement le résultat d'une mise en cohérence systématique d'éléments objectivés, mais aussi de données signifiantes extraites ou déduites de marqueurs subjectivés. En effet, comme l'a abondamment explicité la théorie sociologique, le social – en tant que pourvoyeurs de valeurs déterminant les manières de se représenter le monde – fait l'objet d'une profonde subjectivation par les individus qui peut se lire dans les comportements quotidiens, les attitudes corporelles, les usages anecdotiques, les pratiques artistiques, l'iconographie, les proverbes... Tout le travail interprétatif consiste dès lors à en déchiffrer la grammaire complexe et parfois difficilement saisissable²⁰.

Malgré son degré de subjectivité irrémédiable, le travail académique est contraint de tendre vers une certaine forme d'objectivité à l'égard de ce que donnent à comprendre les situations observées ; c'est en effet dans cette démarche que réside la crédibilité première de son ambition analytique. Ainsi, le caractère scientifique des productions de sciences sociales, « même si elles

¹⁹ La notion de « saturation », explicitée originellement par Barney Glaser et Anselm Strauss dans leur ouvrage classique *The Discovery of Grounded Theory* (1967), est aujourd'hui reprise communément par la littérature sociologique. Elle décrit le fait qu'une hypothèse, après avoir été affinée et précisée durant l'enquête de terrain, peut être considérée comme fiable quand toutes les données s'y rapportant concourent à la confirmer.

²⁰ On pourra trouver un exemple intéressant de travaux variés sur la subjectivation, inspirés notamment par les idées de Michel Foucault, dans Bayart et Warnier (dir.), 2004.

doivent, ce faisant, rabattre leur prétention à savoir prédire » (Hirschman, 1984, p. 40), peut se définir davantage par la recherche d'une justesse empirique raisonnée, fût-elle modeste ou partielle, dans l'interprétation de la réalité que dans la quête vaine d'une improbable vérité absolue. Cet énoncé s'impose avec d'autant plus d'évidence que les séquences d'enquête *in situ* comportent des biais méthodologiques inéluctables. « Les « connaissances » auxquelles on peut ici prétendre comportent un coefficient irréductible de contingence et d'approximation, parce que l'observation sur laquelle elles reposent s'opère dans des conditions troublées : même si la pratique de terrain permet de moduler et de mieux cerner les effets de la situation d'enquête, elle ne fournit jamais de réponse exacte à la question de savoir dans quelle mesure on y est parvenu. Pour qui veut échapper à la position purement critique-analytique, il n'y a pas d'autre alternative que l'acceptation de solutions approchées. L'enquête est un pari : enquêter, c'est parier que l'on pourra jouer avec le paradoxe de l'observateur, que l'on saura à la fois s'en servir et s'en libérer partiellement » (Schwartz, 1993, p. 280). Pour Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008), qui développe une réflexion stimulante sur la construction et l'ancrage empirique des énoncés en sciences sociales, il est possible par un effort de réflexivité permanent de limiter les biais inhérents aux méthodes socio-anthropologiques pour accéder à une « rigueur du qualitatif ». Néanmoins, il demeure toujours une invariable dimension d'impureté contingente dans la conduite d'une recherche. Toutefois, comme le précise Olivier Schwartz (1993) – dans une démarche interprétative soucieuse de réconcilier Marcel Mauss avec les sociologues interactionnistes, c'est-à-dire qui combinent les logiques relevant du « situationnel » et du « structurel » – l'empirisme est « irréductible », malgré ses défauts, pour prétendre accéder à une compréhension approchée de la réalité sociale ; sans renoncer à son utilisation, il est ainsi indispensable qu'il soit « instruit », dans le sens de raisonné et raisonnable, afin de compenser ses incertitudes.

C'est la même démarche qui semble devoir guider les recherches contemporaines sur les sociétés d'Asie du Sud-Est. Comme le statut de l'empirisme décrit par Olivier Schwartz, le recours à l'histoire, à certaines conditions, apparaît « irréductible » pour évaluer et comprendre avec justesse les phénomènes sociopolitiques des pays de la région, leurs trajectoires de développement, leurs processus de transformation sociale, mais aussi la question de l'imbrication complexe de la « tradition » et de la « modernité » dans leur quotidien changeant ; autant d'aspects qui interrogent au plus profond les certitudes vacillantes ou les impensés – les mal-pensés – des sociétés développées.

Bibliographie

- ARON R., *Sociologie allemande*, Paris : PUF, 1950.
- AYMARD M., « Histoire et sociologie », in MENDRAS H. et VERRET M. (dir.), *Les champs de la sociologie française*, Paris : Armand Colin, 1988, p.221-232.
- BADIE B., « Analyse comparative et sociologie historique », *Revue internationale des sciences sociales*, « La sociologie historique », 133, août 1992, pp. 363-372.
- BADIE B., *Les Deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'islam*, Paris : Fayard, 1986.
- BADIE B. et BIRNBAUM P., *Sociologie de l'État*, Paris : Grasset, 1979.
- BAYART J-F. et WARNIER J-P. (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris : Karthala, 2004.
- BAYART J-F., *La greffe de l'État*, Paris : Karthala, 1996.
- BOUDON R., *L'idéologie*, Paris : Fayard, 1986.
- BOUDON R. et BOURRICAUD F., « Culture et culturalisme », in *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris : PUF, 1982.
- BOURDIEU P., *Méditations pascaliennes*, Paris : Seuil, 1997.
- BOURDIEU P., *Le sens pratique*, Paris : Minuit, 1980.
- COLLIOT-THÉLÈNE C., *La sociologie de Max Weber*, Paris : La Découverte, 2006.
- COLLIOT-THÉLÈNE C., *Max Weber et l'histoire*, Paris : PUF, 1990.
- DELANTY G. and ISIN E. (eds.), *Handbook of Historical Sociology*, London: Sage, 2003.
- DÉLOYE Y., *Sociologie historique du politique*, Paris : La Découverte, Coll. « Repères », 2007 (1997).
- DÉLOYE Y. et VOUTAT B. (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse sociohistorique du politique*, Paris : Belin, 2002.
- DOVERT S. (dir.), *Réfléchir l'Asie du Sud-Est. Essai d'épistémologie*, Paris : IRASEC / Les Indes Savantes, 2004.
- DUBY G., *Le chevalier, la femme et le prêtre*, Paris : Hachette, Coll. « Pluriel », 1981.
- ELIAS N., *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris : Éditions de l'Aube, 1991 (1970).
- FAVRE P., « Nécessaire mais non suffisante : la sociologie des effets pervers de R. Boudon », *Revue française de science politique*, Vol. 30(6), décembre 1980, p. 1263-1266.
- GIDDENS A., *La constitution de la société*, Paris : PUF, 1987 (1984).
- GOFFMAN E., *Asiles*, Paris : Minuit, 1968 (1961).
- HABERMAS J., *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 1, « Rationalité de l'agir et rationalisation de la société », Paris : Fayard, 1987 (1981).
- HIRSCHMAN A.O., *L'économie comme science morale et politique*, Paris : Gallimard / Le Seuil, 1984.
- HORKHEIMER M., *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris : Gallimard, 1974.

- KESSLER C.S., "Archaism and Modernity: Contemporary Malay Political Culture", in KAHN J.S. and KOK F.L. (eds.), *Fragmented Vision. Culture and Politics in Contemporary Malaysia*, Sydney: Asian Studies Association of Australia / Allen and Unwin, 1992, pp.133-157.
- LÉVY-BRUHL L., *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, Paris : PUF, 1951 (1910).
- OLIVIER DE SARDAN J-P., *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2008.
- PASSERON J-C., « Introduction », in WEBER M., *Sociologie des religions*, Textes réunis, traduits et présentés par GROSSEIN J-P., Paris : Gallimard, 2006 (1996).
- PASSERON J-C., *Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel*, Paris : Nathan, 1991.
- Politix*, « L'État colonial », Dossier coordonné par Romain Bertrand et Emmanuelle Saada, Vol. 17, 66, 2004.
- SCHWARTZ O., « L'empirisme irréductible », postface à ANDERSON N., *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris : Nathan, 1993 (1923), p. 265-305.
- SIMMEL G., *Sociologie et épistémologie*, Paris : PUF, 1981, p. 207.
- SKOCPOL T. (ed.), *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge: Cambridge University Press, 1984.
- SMITH D., *The Rise of Historical Sociology*, Cambridge: Polity Press, 1991.
- TILLY C., *As Sociology Meets History*, New York: Academic Press, 1981.
- VEYNE P., « Une distinction rhétorique », *Le Débat*, 79, mars-avril 1994.
- VEYNE P., *Comment on écrit l'histoire*, Paris : Le Seuil, 1971.
- WEBER M., *Économie et société*, Tome 1, Paris : Plon, 1971 (1922).
- WONG R.B., « Entre monde et nation : les nations braudéliennes en Asie », *Annales (HSS)*, 56(1), janvier-février 2001, pp. 5-41.